

# LE TEMPS

---

Homepage Mardi 28 avril 1998

## «Une insulte à la liberté de penser»

Par ,

**Denis Duboule, lauréat 1998 du prestigieux Prix Louis-Jeantet, professeur au département de zoologie et de biologie animale de l'Université de Genève, place l'enjeu bien au-delà d'une simple question de postes de travail.**

Le Temps: Si l'initiative «Pour la protection génétique» est acceptée, que ferez-vous?

Denis Duboule: J'ai 43 ans. Si je veux partir, je le peux.

- Le ferez-vous?

- Il y a quelques mois, j'aurais répondu oui sans hésiter. Mais si je crois que mes travaux peuvent servir la société - et c'est le cas -, partir dans ces conditions serait une forme de non-assistance à personne en danger. L'initiative a stimulé l'envie de me battre politiquement. Après tout, François Ier avait créé l'Académie pour faire contrepoids à un pouvoir religieux étouffant. Si le «oui» l'emporte, peut-être les scientifiques, les chercheurs retrouveront-ils le statut d'antan, celui de résistants.

- Concrètement, pourrez-vous poursuivre vos travaux?

- Il faudra nous dire quoi faire des 6000 souris transgéniques qu'héberge notre institut... Plus sérieusement: chez nous, quelque 200 chercheurs ou prédoctorants seront directement touchés - Genève a toujours été un pôle du génie génétique - et je ne vois pas comment ils se recycleront. Certaines décisions dépendront de la loi d'application. Or le discours des initiants n'a cessé de varier au gré des circonstances. Ils disaient d'abord: «Soutenez-nous!» sans restriction. Puis, ils ont laissé entendre que leur texte ne serait pas appliqué à la lettre. Aujourd'hui, ils suggèrent que, l'initiative ayant peu de chances d'être acceptée, le but est de récolter un maximum de «oui». Il ne faut pas rigoler! Le débat soulève de vraies questions, mais les réponses qu'apporte l'initiative sont catastrophiques.

- En quoi vous dérange-t-elle le plus?

- Deux choses me choquent profondément. D'abord le fardeau de la preuve. Nous devons démontrer préalablement l'utilité des expériences et l'absence d'alternatives. C'est contraire à l'épistémologie même de la recherche, un non-sens. Plus grave encore est d'inscrire une interdiction dans la Constitution. C'est bien cela qui est en jeu - implémenter un mécanisme répressif, avec des policiers de la recherche qui se pencheront sans cesse sur notre épaule. Je vous laisse imaginer l'ambiance que cela créera dans les laboratoires. L'URSS l'avait fait à l'instigation de Lissenko dans les années 20; elle ne s'en est pas encore remise.

» Limiter la recherche comme le fait l'initiative est une insulte à la liberté de penser. Une société saine

a besoin d'une curiosité intellectuelle active. En renonçant à financer une partie importante de la recherche indépendante, comme cela se produirait, nous perdrons en définitive un pan de notre démocratie.

- Avec le génie génétique, vous touchez au cœur du vivant. Ne jouez-vous pas les apprentis sorciers?

- Il faut être honnête et reconnaître la part de risque. Je crois à la pédagogie de l'expérience. L'homme fait des erreurs, les corrige, il a toujours progressé ainsi. Le recours à l'atome a provoqué Tchernobyl, c'est vrai. Mais même cette catastrophe a été utile par les enseignements qu'on en a tirés. Nous parlons du génie génétique. Depuis trente ans qu'on le pratique, il n'a tué personne - peut-être parce que peu de techniques font l'objet d'un contrôle aussi fin - et a contribué à sauver des milliers de vies.

- Derrière la recherche fondamentale se profilent les intérêts des géants de la chimie. N'êtes-vous pas objectivement leurs serviteurs?

- Le génie génétique existait bien avant que les multinationales ne s'en mêlent. Elles ont mis longtemps à y croire et ont même connu quelques flops historiques. Cela m'amuse qu'on nous reproche d'être à leur service! Il faut savoir que 70% de la recherche en Suisse est totalement indépendante du secteur privé. Si une de mes découvertes aboutit à un brevet, je ne touche que 5% des droits du brevet. Le reste sert l'université, la collectivité, c'est dans l'intérêt du contribuable.

»Par ailleurs, l'initiative veut nous piéger. Si nos travaux ne sont pas préalablement reconnus comme «utiles», ils seront interdits. Dans le cas inverse, on nous reprochera bien sûr d'être les laquais de l'industrie.

- Aujourd'hui, vous vous mobilisez pour convaincre l'opinion. N'est-ce pas bien tard?

- Franchement, quand je regarde autour de moi, je ne vois plus beaucoup de ces scientifiques enfermés dans leur tour d'ivoire. De mon côté, je n'ai pas attendu le débat actuel pour parler de génie génétique, par exemple, à des groupes de retraités âgés parfois de plus de 80 ans. Une pomme, un couteau et une ficelle suffisent. On peut expliquer n'importe quoi avec un peu de temps, j'adore ça. C'est formidable, ce moment où les gens comprennent, ne se sentent plus rejetés par absence de connaissance. Le problème de fond est que, contrairement aux pays anglo-saxons, la science ne fait pas partie de notre culture. La BBC, Arte, Stern ont fait des reportages sur mes travaux. Les télévisions suisses, jamais.

Propos recueillis par J.-C. P.

**LE TEMPS** © 2012 Le Temps SA